

Projet HERCULE : la FNME-CGT auditionnée par la commission des affaires économiques de l'Assemblée Nationale

Grâce aux mobilisations des salariés et des députés de l'opposition, les organisations syndicales représentatives ont enfin été reçues ce **10 mars par la commission** qui avait déjà auditionné le PDG d'EDF ainsi que les ministres Pompili et Le Maire sur le dossier **Hercule**.

La délégation **FNME-CGT** porteuse du Service Public de l'Énergie a pu exposer ses analyses et revendications :

- **Retrait du projet Hercule**
- **Bilan de la déréglementation**
- **Renationalisation d'EDF**

La FNME-CGT a comparé les 50 ans de Service Public de l'Énergie EDF-GDF avec les 25 ans de dérégulation, marchandisation, casse et précarisation... Le bilan est sans appel pour les salariés du secteur et pour les usagers. Le projet Hercule est une aberration face aux réalités du secteur mais aussi dans la réponse aux besoins liés au contexte environnemental alarmant.

Le développement des ENR intermittentes, qui sert d'alibi à Hercule, doit être intégré dans l'ensemble du mix énergétique y compris dans la réindustrialisation du pays avec de véritables filières industrielles. Pour autant la production électrique est déjà décarbonée en France et EDF n'est pas née pour devenir une joueuse de casino sur le tapis du business international ENR.

La plupart des députés présents à cette commission se sont montrés sensibles aux arguments de la FNME-CGT.

Face au projet Hercule les députés se sont interrogés sur les emplois, la formation, l'applicabilité du Statut des IEG et donc l'avenir même des salariés. Leur inquiétude est grande aussi sur le devenir du secteur de l'électricité en éclatant ainsi EDF.

Quelle sera la facture globale de Hercule pour les usagers ? Même les tenants de l'orthodoxie libérale se sont demandés si l'équilibre entre l'offre et la demande sera toujours viable dans un contexte de concurrence exacerbée !

La FNME-CGT défend, elle, un modèle de production pour répondre aux besoins... La FNME-CGT a entendu et partage les très nombreuses inquiétudes des députés sur « l'avenir » d'Enedis dans une entité « Verte » avec les capitaux grands ouverts. Quelle est la logique de l'imbroglio Vert consistant à mélanger : Enedis, Commerce et les Systèmes Insulaires ? Et quel rapport avec la revalorisation de l'Arenh ?

Même des députés de la majorité doutent de ce projet !!!



La FNME-CGT a exposé son point de vue... qui, au final, est largement partagé par les députés :

- La dette est un alibi pour mettre en place le projet Hercule. Cette dette est la conséquence de choix « stratégiques » hasardeux, de dividendes beaucoup trop importants et du coût de la loi NOME. Mais cette dette relative ne met pas EDF en péril, loin de là.
- La privatisation se dessine via EDF Vert et « l'offre » de 100% de la production au marché.
- La raison d'être d'EDF c'est produire, distribuer et vendre de l'électricité. La course aux ENR (dans la cour des grands joueurs de Monopoly) et ses profits court-termistes, ce n'est pas la vocation d'EDF !
- L'inquiétude pour les salariés est réelle : peu ou pas de visibilité sur l'avenir, emplois directement menacés, dégradation des conditions de travail...
- La renationalisation d'EDF est la meilleure réponse aux défis de demain.

**Nous sommes à la croisée des chemins.
Les députés présents étaient majoritairement contre le projet Hercule.
Il nous reste à convaincre les autres élus.**

D'autres RDV sont prévus dont ceux avec les ministères de la Transition Ecologique et des Finances sous l'égide de Matignon : **la FNME-CGT, sera reçue vendredi 12 mars après-midi.**

Les salariés doivent maintenir la pression dans l'entreprise en restant mobilisés.

Le **25 mars**, partout dans le pays, des initiatives seront organisées pour démontrer la détermination des salariés. Un rassemblement sera organisé à la centrale nucléaire du Blayais, avec des élus politiques et la présence du sénateur Fabien Gay.

Jeudi 8 avril, jour anniversaire des nationalisations :
c'est un événement d'ampleur qui se prépare.

**Hier, aujourd'hui et demain, l'électricité est un bien vital indispensable
qui doit revenir entre les mains de la Nation.**

